



**POURQUOI LES JOURNALISTES ONT TOUT FAIT
POUR QUE FRANCOIS HOLLANDE SOIT
VAINQUEUR?**



QUELS AVANTAGES POUR FRANCOIS HOLLANDE?

Pourquoi les journalistes ont tout fait pour qu'HOLLANDE soit vainqueur ?

En effet 85% des journalistes sont de gauche et ils ont fait une propagande pro-Hollande et une propagande Anti –Sarkozyste. Les différents débats nous ont démontré avec une grande évidence qu'ils souhaitaient l'élection de Hollande.

En voici la raison :

L'avantage fiscal créée en 1934, pour les journalistes, supprimé par Juppé et rétabli par Jospin, pose question à l'heure où les niches fiscales ont mauvaise presse.

La chasse aux niches fiscales est à la mode. Le projet socialiste pour 2012 propose d'annuler 50 milliards sur les 70 milliards de «dépenses fiscales inutiles» créées depuis 2002. Au chapitre des «dépenses fiscales inutiles» ou au moins injustes, le PS pourrait également citer une mesure prise par le gouvernement Jospin, l'allocation pour frais d'emploi des journalistes, une niche fiscale qu'avait fait sauter Alain Juppé et que la gauche a rétabli quelques années plus tard sous une forme légèrement allégée.

Depuis 1999, les journalistes sont autorisés à retrancher 7.650 euros de leur salaire imposable, au nom des frais professionnels non remboursés par leurs employeurs. Un avantage fiscal conséquent. Prenons l'exemple d'un journaliste célibataire gagnant 2.500 euros par mois. Sans cet avantage fiscal, il payerait 2.534 euros d'impôt sur le revenu. Avec, il ne paye que 1.477 euros. Cette niche fiscale a été créée en 1934. Le journalisme faisait partie d'une liste délicieusement surannée de 110 professions qui étaient supposées avoir des frais professionnels (transport, nourriture, matériel...) plus importants que la moyenne. En France, tous les salariés sont exonérés de 10% de leur revenu au nom de ces frais professionnels. Pour 30.000 euros gagnés, on n'en déclare en fait que 27.000.

Ces 110 professions bénéficiaient d'un coup de pouce supplémentaire, de 5% pour les ouvriers du cartonnage de la région de Nantua à 40% pour les tisseurs non propriétaires de leur métier de l'Ain, de l'Ardèche, de la Drôme, du Gard, de la Haute-Loire, de la Haute-Savoie, de l'Isère, de la Loire, du Puy-de-Dôme, du Rhône, de la Savoie, de la Saône-et-Loire et du Vaucluse. Au milieu de cet inventaire à la Pernaut, les journalistes bénéficiaient d'une déduction supplémentaire de 30%.

En 1996, au nom d'une vaste réforme sur l'impôt sur le revenu, le gouvernement Juppé tire un trait sur toutes ces niches fiscales, «devenues sans rapport avec la réalité des frais professionnels supportés par les intéressés et qui ont donc perdu toute justification». **Une profession va particulièrement se plaindre, les journalistes.** Une manifestation réunissant 2.000 personnes parcourt alors les rues de Paris. Une dizaine de titres de la presse quotidienne régionale lancent une opération «homme invisible», un boycott photographique des parlementaires favorables à la suppression de la niche.

On découvre à cette occasion que les journalistes ont nettement plus de moyens de pression que les ouvriers du cartonnage de la région de Nantua. «Le souvenir que j'en conserve est moins la hargne des journalistes que la trouille des politiques», raconte Alain Lambert, ex-rapporteur du budget au Sénat.

Juppé tient bon face à la fronde, mais offre une première concession à la profession, la création d'un fonds budgétaire pour compenser la hausse d'impôts que subiront les journalistes. Parallèlement, des négociations sont engagées avec les syndicats.

Elles aboutiront sous Jospin. Il est décidé de rétablir l'avantage fiscal, mais sous une forme un peu plus juste.

Au lieu des 30%, les journalistes pourront dorénavant retirer 50.000 F (soit 7.650 €) de leurs revenus, une mesure qui favorise les bas salaires et limite l'avantage pour les plus riches. Il n'empêche que les journalistes sont les seuls à bénéficier de la mesure. Michel Diard, ancien secrétaire général du SNJ-CGT (Syndicat national des journalistes) qui a participé à la négociation, ne voit qu'une explication: «La profession s'est mobilisée, les autres ne l'ont pas fait suffisamment».

Comment justifier cette différence de traitement face à l'impôt? «On considère que le travail du journaliste ne s'arrête jamais, répond Michel Diard. Même en vacances, le journaliste doit se tenir au courant, acheter les journaux, regarder le JT de 20h, consulter les infos sur Internet, ce qui a des coûts non pris en compte par l'entreprise de presse». Les journalistes seront ravis d'apprendre que leur Macbook est financé par l'Etat. Les polisseurs de pipe de Saint-Claude, qui ont perdu l'avantage fiscal, un peu moins.

Avant les primaires les syndicats de journalistes notamment de l'humanité ont demandé à Mr François Hollande de rétablir l'abattement de 30% pour les journalistes, de plus, chose étrange une certaine Valérie Massonneau (plus connu sous le nom de Valérie Trierweiler, future Madame Hollande) fut la porte-parole des journalistes accompagnée bien sûr d'Audrey Pulvar.

A savoir qu'en 2008 cette demande de rétablir les 30% fut demandée par les journalistes à Nicolas Sarkozy qui refusa, ce qui lui attira les foudres du monde journalistique, depuis ce jour la campagne anti-sarkozy commença.

Donc un journaliste célibataire gagnant 2500 € par mois pourrait à partir de 2012 déduire 9000€ au lieu de 7650€.

Imaginez: Audrey Pulvar et David Pujadas gagnent aux environs de 12000€ par mois ils peuvent donc déduire 54000€; Laurence Ferrari gagne 400000€ annuel, cela lui fait une déduction de 120000€. Jean-Michel Apathie 40000€ par mois soit une déduction de 144000€. Alain Duhamel 56000€ par mois déduction de 207600€.

De plus les journalistes de l'audiovisuel lui ont demandé un abattement supplémentaire de 10% pour les frais dit: « frais esthétique » du fait qu'ils doivent en permanence faire des soins esthétiques pour être présentables devant les caméras. Soit 40% d'abattement.

Mr Hollande leur a promis qu'il leur rétablirai ce droit dès septembre 2012 si il est élu. Et il est certain que Valérie Trierweiler et Audrey Pulvar sauront lui rappeler.

Comme quoi tous ces journalistes qui crachent sur les riches, et qui n'ont pas de mots assez forts pour dénoncer le Sarko bling bling se gardent bien de parler de leurs avantages fiscaux. A savoir que Valérie Trierweiler est petite-fille et arrière petite fille de Banquier? Elle n'est pas issue d'un milieu modeste comme elle essaie de le faire croire. Elle a un gros patrimoine immobilier, comme François Hollande avec sa SCI « La Sapinière » et son agence à Londres

Ils veulent bien taxer les riches mais pas eux, car avec leur salaire de smicard ils ne pourraient plus vivre, on les comprend d'ailleurs fort bien.

Une grande Injustice

42500 journalistes bénéficieront de cet avantage, mais on peut aussi se déclarer journaliste fiscalement sans carte de presse. Et des proches de journalistes, qui ne sont pas journalistes se déclarent journalistes sans carte de presse, sport très prisé chez les amis de l'Humanité et du Canard Enchaîné.

Il n'empêche que cette niche fiscale laisse un sale goût dans la bouche des journalistes. Tout le monde comprend bien l'injustice de la mesure et le souci éthique qui se pose. Dans ce débat, les journalistes sont juges et parties puisqu'ils ont le pouvoir de mobiliser ou non l'opinion publique. Mais ces derniers ne veulent aucunement que l'on touche à leurs avantages et désirent les accroître. Ce n'est pas plus glorieux que les parlementaires qui votent eux-mêmes leur rémunération.

Une suppression de cet avantage fiscal serait néanmoins compliquée à mettre en œuvre. Les syndicats demanderaient immédiatement une augmentation de salaire correspondant à la perte subie, ce qui au vu de la situation financière des journaux s'annonce bien délicat (à moins que le gouvernement rende l'argent de l'autre côté par des aides à la presse).

N'en doutons pas cette loi sera votée, et vous pouvez être sûr, que cela ne fera pas la une du journal de 20h00 ni la première page du journal l'Humanité, ni du Canard Enchaîné.

Avantages sur les congés maladies

Au-delà de trois mois de présences les journalistes ont le droit à la totalité de sa rémunération mensuelle pendant 3 mois, ils ont demandé à François Hollande de porter la durée à 6 mois. Et au-delà au 2/3 de la rémunération mensuelle plus le supplément familial dans son intégralité. Les journalistes ont la prise en charge intégrale de leur cure thermale par la sécurité sociale et ouvrent droit aux mêmes conditions d'indemnisation que celles prévues pour la maladie simple et sont prises en compte dans la durée de celle-ci.

Les journalistes en service, victimes d'accidents du travail ou de trajet, ou atteints de maladie professionnelle contractée à l'occasion de leur travail, conservent, pour tous les arrêts reconnus par la sécurité sociale comme directement liés à l'accident du travail ou à la maladie professionnelle, l'intégralité de leur rémunération dans la limite de deux ans, Ils ont demandé à François Hollande de passer cette durée à 4 ans.

En cas d'incapacité permanente partielle telle qu'elle est reconnue par la sécurité sociale, le journaliste a droit à une priorité de reclassement dans une fonction compatible avec son état physique, avec maintien de tous ses droits (y compris la déduction fiscale), notamment en matière de salaire.

A compter de la date de leur engagement, les journalistes atteints d'une affection de longue durée reconnue par la sécurité sociale entraînant momentanément une incapacité totale d'exercer leur fonction conservent pendant les trois premières années l'intégralité de leur salaire et les avantages fiscaux. Ils ont demandé à François Hollande que la durée soit portée à 5 ans. Ils ont eu la promesse que cela serait fait en Septembre

Quels avantages pour François Hollande?

Pour François Hollande, il est important d'avoir la majorité des journalistes à ses côtés afin de nous faire avaler tous les mensonges de sa future politique.

Pour un chef d'état il est très important d'avoir le pouvoir médiatique de son côté, même si cela doit passer par l'attribution de niche fiscale, afin d'avoir une emprise sur les médias. Ce qu'avait parfaitement compris François Mitterrand.

De ce fait il pourra dire et faire croire aux français ce qu'il veut.

Après le département le plus endetté de France, la Corrèze, nous aurons le pays le plus endetté d'Europe, la France.

Les Français vont encore jouer les cigales, pendant qu'une minorité de fourmis va devoir travailler comme des dingues pour engraisser tout ce petit monde.

Merci messieurs et mesdames les journalistes